



Baromètre des associations de la Fondation des Femmes

Violences faites aux femmes : pour les associations féministes, la demande explose, les moyens s'effondrent

La Fondation des Femmes publie les premiers résultats de son baromètre des associations féministes 2026 : 40% des associations répondantes doivent aujourd'hui refuser des bénéficiaires. Alors que le gouvernement n'a annoncé aucun effort budgétaire supplémentaire pour lutter contre les violences, la Fondation des Femmes appelle à des financements publics ambitieux et pérennes pour le secteur et lance la campagne de collecte de dons #Aboutdesouffle

Chaque jour en France, des milliers de femmes et d'enfants poussent la porte des associations féministes pour y trouver une écoute professionnelle, un accompagnement adapté et un accès à leurs droits. Ces associations sont le seul rempart professionnel organisé face aux violences faites aux femmes en France. Elles accompagnent toujours plus de femmes, avec des moyens qui, eux, ne suivent pas.

La Fondation des Femmes publie aujourd'hui les premiers chiffres issus de son baromètre 2026, mené auprès de 120 associations féministes, dont 88 accompagnent directement des femmes victimes de violences.

Des besoins en constante augmentation

Entre 2016 et 2025, le nombre de femmes et d'enfants accompagnés par les associations de cet échantillon a presque doublé. Une partie de cette hausse vient des structures déjà actives en 2016, dont les prises en charge ont augmenté de 33% sur la période. L'autre partie s'explique par la création de nouvelles associations, nées pour répondre à un besoin d'accompagnement grandissant sur le territoire.

Le réseau des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), l'un des plus importants et des plus anciens du secteur féministe, illustre



bien cette tendance : le nombre de femmes victimes de violences sexistes et sexuelles qu'il accompagne a augmenté de 26% en cinq ans.¹

Une évolution que les associations perçoivent fortement sur le terrain, puisque **deux tiers d'entre elles déclarent une hausse de leur activité liée au contexte social et politique des trois dernières années.**

Des femmes et des enfants laissés sans réponse et un accueil dégradé

La croissance de la demande est loin d'avoir été suivie d'une augmentation proportionnelle des budgets des associations, avec pour conséquence des femmes laissées sans réponse et un accueil dégradé.

- **40% des associations répondantes doivent aujourd'hui refuser des bénéficiaires**, une réalité insoutenable quand on sait que les conséquences peuvent être dramatiques pour des femmes en danger.
- Les délais sont prolongés et les équipes surchargées, comme le montrent de nombreux témoignages reçus :

« Nous n'avons pas les moyens de faire face à toute la demande sans dégrader l'accompagnement que nous proposons (...). Par exemple, pour pouvoir intégrer un nouvel enfant dans notre programme d'accompagnement des enfants co-victimes de violences, il faut qu'un enfant sorte. La liste d'attente a pu monter à plusieurs mois ces dernières années, faute de moyens. » CIDFF 06

Parmi les activités les plus dégradées, les actions de prévention, de sensibilisation et d'éducation sont citées par près de la moitié des associations en difficulté financière. Affaiblir la prévention, c'est se priver d'un des seuls leviers qui permettent d'agir avant que la violence ne s'installe, et d'éviter qu'elle ne se reproduise d'une génération à l'autre. C'est d'autant plus insupportable alors que l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS), qui est désormais obligatoire à l'école, ne dispose pas de moyens pour être mise en place. L'accueil et l'orientation (29%) ainsi que l'accompagnement collectif (26%) sont également directement impactés.

¹ Face aux violences sexuelles, les associations manquent toujours de moyens : communiqué de presse de la FNCIDFF, juin 2026 : [Face aux violences sexistes et sexuelles, les associations manquent toujours de moyens - CIDFF](#)



Sous-financement et sous-effectif chroniques dans les associations

Le sous-financement chronique du secteur atteint aujourd'hui un point critique. Ainsi **80% des associations féministes répondantes déclarent ne pas disposer d'une équipe suffisante pour mener à bien leurs actions d'accompagnement**. Les postes d'accompagnement direct des victimes (travailleuses et intervenantes sociales, juristes, psychologues) sont les plus concernés (désignés par 70% des répondantes).

Autrement dit, ce sont les professionnelles au plus près des femmes accompagnées qui manquent et qui payent le lourd coût du manque de moyens.

Deux associations sur trois se déclarent inquiètes pour leur avenir. 60% des associations indiquent que leur situation financière est dégradée en 2026 par rapport aux années précédentes.

En cause, **des facteurs cumulatifs qui fragilisent durablement les structures :**

- la baisse des subventions, qui touche 70% des associations concernées par une dégradation financière,
- ou des retards de versement de subventions acquises pour 40% d'entre elles
- voire même le non-renouvellement de subventions pour 50% d'entre elles.

En juin, le Planning Familial de Gironde faisait face à la menace de coupure d'un tiers de son budget par l'ARS avant que celle-ci ne fasse marche arrière face à la mobilisation citoyenne, mettant en danger l'accompagnement inconditionnel et gratuit pour trouver des conseils et de l'aide pour accéder à l'IVG et à la contraception, à la santé sexuelle. « *Nous vivons avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête chaque année et la menace d'une coupure de nos subventions les plus importantes.* » Planning Familial 33

Ces situations ne sont pas isolées et s'inscrivent dans une séquence d'alertes répétées.

Pas de lutte contre les violences sans budget

Alors que la loi intégrale contre les violences sexuelles est au cœur de l'actualité politique de cette rentrée, la Fondation des Femmes rappelle une évidence : **sans un financement ambitieux, stable et pérenne des associations qui accompagnent chaque jour les femmes victimes de violences, aucun progrès législatif ne pourra se traduire dans la réalité du terrain.**



La Fondation des femmes lance une campagne d'urgence #Aboutdesouffle

Lancée ce jeudi 17 septembre, la campagne "À bout de souffle" vient explorer le **fossé croissant** entre les demandes d'aides en augmentation et la diminution drastique des financements des associations d'accompagnement.

A travers 3 visuels forts, la campagne donne à voir une réalité critique : la **saturation des dispositifs d'aide**. Dossiers empilés sur un bureau qu'on ne regarde pas, ligne téléphonique saturée, boîtes mails qui débordent. Derrière chaque demande et appels à l'aide **ce sont des femmes victimes de violences et leurs enfants qu'on laisse sans réponse et qui se retrouvent seules face aux violences**.

Cette mobilisation vise à augmenter les capacités des associations de terrain pour garantir à chaque femme victime de violences et ses enfants une réponse, une aide concrète et adaptée alors que [les dispositifs d'aide sont saturés](#).

Chaque soutien contribue à renforcer les capacités d'accueil, d'écoute, de protection et d'accompagnement des associations de terrain.

Pour faire un don : donner.fondationdesfemmes.org

Les premiers chiffres clés du baromètre 2026

120 associations féministes répondantes, dont 88 accompagnant directement des femmes

- **40%** des associations féministes doivent refuser des bénéficiaires
- **80% des associations sont en sous-effectif** pour mener à bien leurs actions et ceci touche en particulier les postes d'accompagnement direct (travailleuses sociales, psychologues, juristes)
- **2 associations féministes sur 3** sont inquiètes pour leur avenir
- **60%** des associations en situation financière dégradée
- **L'accompagnement individuel et les actions de prévention, de sensibilisation et d'éducation sont les missions les plus touchées**

Les résultats complets du baromètre des associations féministes seront publiés par la Fondation des Femmes au mois d'octobre.



Contacts presse

presse@fondationdesfemmes.org

Agence TBWA \ Corporate

Léa Morales - 06 30 69 50 16 - lea.morales@omc.com

Thibault Gentil - 06 76 21 42 05 - thibault.gentil@omc.com